

## **CONSEIL MUNICIPAL**

### **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

**Le seize décembre deux mille vingt-deux, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Ville de Meaux s'est réuni dans les salons d'honneur de l'Hôtel de Ville, sur une convocation en date du neuf décembre deux mille vingt-deux, en exécution de l'article L2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.**

**ETAIENT PRESENTS** : M. COPÉ, Maire

Mme VIELPEAU, M. ALLARD, Mme BLAY, M. BRAS, Mme MAHOUKOU, M. MOURADOUDI, Mme PONOT-ROGER, M. TISSERAND, Mme DE KESLING, M. DELL'OSTE, M. ABASSI et Mme BUFTE, Adjoints au Maire.

M. PARIGI, Mme DIOP, Mme VAISSIERE, Mme GILEWSKI, Mme GONCALVES, M. HEMERY, M. LELOUP, Mme LEFEVRE, Mme DESDOITS-HUBLET, Mme OZTURK, Mme GOSSELIN, Mme LACROIX, Mme BENAHMED, Mme GUIBEGA, M. BOURGEOIS, Mme EBOUMBOU, M. MALKIC, Mme TORNIN, M. PASTOR, Mme GALAOU, M. MOUKHINE-FORTIER, Mme ROUSSEAU, Mme IMA, M. SAVERET.

M. LOCICIRO, M. ATTALI, M. GOURDY, M. RODRIGUES, M. GUERRAUD, M. REZEG et M. SISSOKO ont donné respectivement pouvoir à M. TISSERAND, Mme GILEWSKI, M. DELL'OSTE, Mme VIELPEAU, M. MOURADOUDI, Mme GONCALVES et Mme BLAY.

**Absents excusés** : M. MARIE-LUCE

**Arrivées / départs en cours de séance** : Sortie de M. MALKIC (avant la délibération 1), retour de M. MALKIC (avant la délibération 4), sortie de Mme LACROIX (avant la délibération 5), sortie de M. COPÉ (avant la délibération 6), retour de Mme LACROIX (avant la délibération 7), sortie de Mme GONCALVES (avant la délibération 8), retour de Mme GONCALVES et M. COPÉ (avant la délibération 10), sortie de Mme LEFEVRE (avant la délibération 10), retour de Mme LEFEVRE (avant la délibération 13).

M. LELOUP est désigné comme secrétaire de séance.

Date de Notification	Date d’Affichage	N° de délibération	Direction
	23/12/2022	22120306	Police Municipale

**Objet** : Convention entre la Ville de Meaux et la Communauté d’Agglomération du Pays de Meaux pour l’exploitation de la vidéo protection à la piscine Frot

## **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment le titre V relatif à la vidéo protection,

**CONSIDÉRANT** que le déploiement des moyens de vidéo protection, dans le respect des libertés publiques constitue un instrument majeur en matière de prévention et de lutte contre l'insécurité,

**CONSIDÉRANT** l'installation d'un système de vidéo protection afin de surveiller l'espace intérieur de la piscine Frot, et plus particulièrement la zone d'accueil, les parkings souterrains et l'accès au coffre,

**CONSIDÉRANT** que la piscine Frot est située sur le territoire de la commune de Meaux,

**CONSIDÉRANT** la mise en place par la Ville de Meaux, d'un Centre de Supervision Urbain situé dans les locaux de la Police Municipale, qui permet, via un système de vidéo protection, de surveiller l'espace urbain Meldois,

**CONSIDÉRANT** l'intérêt de visionner les images des caméras de la piscine Frot au Centre de Supervision Urbain, dans un souci de coopération entre la CAPM et la Ville de Meaux,

**CONSIDÉRANT** que la convention formalisant le partenariat entre la Ville de Meaux et la CAPM et plus particulièrement les modalités relatives au visionnage et à l'exploitation des images, arrive prochainement à échéance et qu'il y a lieu de la renouveler,

**VU** le projet de convention entre la Ville de Meaux et la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux pour l'exploitation de la vidéo protection à la piscine Frot ci-annexé,

**OUI** M. ALLARD, Rapporteur en Conseil Municipal,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ**, 41 voix pour et 1 abstention

**APPROUVE** le projet de convention entre la Ville de Meaux et la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux pour l'exploitation de la vidéo protection à la piscine Frot ci-annexé,

**AUTORISE** Christian ALLARD, Adjoint au Maire, à signer ladite convention ci-annexée et tout document correspondant.

Le Maire,



Jean-François COPÉ

Le Secrétaire de séance,

Julien LELOUP

## **CONVENTION pour l'exploitation de la vidéo protection à la piscine FROT**

Entre

La Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux, représentée par son Président, Jean-François COPÉ, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire en date du 9 décembre 2022, désignée ci-après « la CAPM »

D'une part,

Et

La Ville de Meaux, représentée par son Maire Adjoint, Christian ALLARD, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2022, désignée ci-après « la Ville »

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 : objet de la convention**

La piscine FROT, équipement sportif exploité par la CAPM, située rue Louis Braille à Meaux, est équipée d'un système de vidéo protection afin d'assurer de façon optimale la protection de cet équipement accueillant du public et la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens présents sur le site.

La Ville dispose d'un Centre de Supervision Urbain (CSU) situé dans les locaux de la Police Municipale, qui permet, via un système de vidéo protection, de surveiller l'espace urbain meldois.

Dans un souci de coopération entre la Ville et la CAPM ayant pour objet d'assurer la mise en œuvre de ces missions communes de surveillance, il a été convenu que le CSU visionne les images des caméras de la piscine.

Cette convention a donc pour but de formaliser le partenariat entre la Ville et la CAPM et plus particulièrement les modalités relatives au visionnage et à l'exploitation des images.

### **Article 2 : description du système**

Ce dispositif comprend 5 caméras. À terme, il pourra être étendu en fonction des besoins de la structure.

La surveillance du site s'opère de la façon suivante :

En journée, pendant l'accueil du public, les caméras sont visionnées par un poste de visualisation passif situé à l'accueil de la piscine.

Elles sont également visionnées au CSU.

Lors de la fermeture du site et au moment de sa mise sous alarme, toutes les caméras sont exploitées au CSU.

Lors d'un évènement important, (vol, dégradation...), la Police Municipale doit être informée dans les plus brefs délais afin qu'une patrouille intervienne et que le CSU fasse une levée de doute ou une relecture de l'évènement.

Lors de la survenance d'un événement dont le traitement entre dans le champ de la compétence de la Police Nationale, celle-ci est informée par la Police Municipale, sous sa responsabilité, par tout moyen approprié.

L'enregistrement des images et leur stockage sont réalisés au CSU.

L'extraction des images est faite par le responsable du CSU ou par un opérateur de vidéo protection du CSU qu'il aura désigné et sur réquisition de l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent.

### **Article 3 : cadre juridique**

La mise en œuvre de la convention s'inscrit dans le cadre juridique des textes réglementant la vidéo protection et la protection des libertés et notamment :

- l'article 9 du Code Civil sur la protection de la vie privée et le droit à l'image
- l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales qui dispose que toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et sa correspondance
- le Code de la Sécurité Intérieure et notamment le titre V relatif à la vidéo protection,
- l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo protection

Le système de vidéo protection de la piscine a notamment fait l'objet :

\* d'une autorisation préfectorale (arrêté n°2017 BDC VP 477 du 21 décembre 2017) en cours de renouvellement.

\* d'une déclaration auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (n° 2082169 v 0 – 12 juillet 2017).

\* d'une information auprès des membres du Comité Technique de la CAPM (séance du 13 mars 2018).

Les responsables du système de vidéo protection, les opérateurs et, de manière générale, toute personne ayant à connaître de son fonctionnement sont liés par des règles de secret professionnel telles qu'elles sont définies à l'article 226-13 du Code Pénal.

Les règles à caractère déontologique (obligation de réserve, de confidentialité, de respect des tiers) s'appliquent aux personnes ayant à connaître du dispositif à raison de leur statut ou de leur cadre d'emploi.

## **Article 4 : référents vidéo protection**

La CAPM et la Ville désignent un référent vidéo protection afin de faciliter la gestion quotidienne du dispositif. Ce référent est assisté d'un adjoint afin d'assurer la continuité du travail en partenariat durant les périodes d'absence du référent.

Pour la CAPM, le référent principal est le Directeur des Sports. En cas d'absence, le référent est le responsable des Espaces Aquatiques Communautaires.

Pour la Ville, le référent principal est le Directeur de la Sécurité, de la Prévention et de la Police Municipale. En cas d'absence, le référent est le responsable du CSU.

En cas de modification des référents, la partie concernée procédera à une information de l'autre partie.

## **Article 5 : durée**

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de sa signature. Une partie qui envisage de ne pas la renouveler, le signale à l'autre par lettre recommandée, au plus tard 6 mois avant la date d'échéance.

Elle prend fin en cas de retrait de l'autorisation préfectorale.

## **Article 6 : litiges**

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, et à défaut d'accord amiable, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Melun.

Fait en deux exemplaires,  
A Meaux, le

Pour la Ville de Meaux  
Le Maire Adjoint,

Christian ALLARD

Pour la CAPM  
Le Président,

Jean-François COPÉ